

RUE BRENNET 36 – 6220 FLEURUS TEL. 071/82.71.60 Site: WWW.MONTOIT.BE

NOM :			
ADRES	SE :		
TEL :			
MAIL	:		



L'INSCRIPTION D'UNE CANDIDATURE SE FAIT UNIQUEMENT SUR RENDEZ-VOUS VIA NOTRE SITE INTERNET : WWW.MONTOIT.BE OU PAR TELEPHONE : 071/82.71.60

Suivant l'art. 5 du Décret du G.W. du 20 juillet 2005, **les candidats à un logement social ne peuvent détenir un logement en pleine propriété ou en usufruit**, sauf s'il s'agit d'un logement non améliorable, inhabitable, et en cas de location ou d'occupation d'un logement géré ou mis en location par un opérateur immobilier, inadapté.

La personne qui était propriétaire l'année précédente, doit fournir la preuve de la vente du bien ou le compromis de vente ou le contrôle de possession immobilière au SPF Finances.

Documents à fournir OBLIGATOIREMENT (datant de moins de 3 mois)

- ♦ Une copie recto-verso de votre carte d'identité **
- Pour les personnes non domiciliées en Belgique "année n-2", un historique de domiciliation délivré par l'Administration communale **
- Les documents de revenus actuels ** :

Situation	Document à nous transmettre		
Chômeur	Récap. ANNUEL mentionnant les taux journaliers perçus depuis 01/année en cours		
Invalide mutuelle	Récap. ANNUEL mentionnant les taux journaliers perçus depuis 01/année en cours		
Handicapé	attestation ou extrait de compte bancaire mentionnant le revenu perçu		
revenu d'intégration sociale	Récap. ANNUEL mentionnant les taux journaliers perçus depuis 01/année en cours		
Salarié	dernière fiche de paie (+ si temps partiel et ou chômage économique/technique :		
	attestation montant complément chômage du même mois que fiche de paie OU		
	attestation de non complément de chômage)		
Pensionné	fiche mensuelle de pension ou extrait de compte mentionnant ce revenu mensuel		
	si pension depuis l'année en cours, attestation mentionnant la date de commencement		
Pré-pensionné	attestation du revenu versé par l'employeur		
	+ attestation du taux journalier perçu par le chômage (même mois que l'attest. de l'employeur)		
Intérimaire	Récap. ANNUEL des prestations intérimaires depuis 01/année en cours + récap.		
	ANNUEL du syndicat (de l'Onem pour les personnes non syndiquées), s'il y a lieu		
Indépendant	dernière situation comptable de l'année en cours (trim. écoulés) ou déclaration TVA		
Autres revenus	preuve des revenus perçus		
Aucun revenu	Preuve qu'aucun revenu n'est perçu (simultanément : attestation du syndicat (de l'ONEM		
	pour les personnes non syndiquées) + attestation CPAS + attestation Mutuelle) ; si >65		
	ans : attestation CPAS + Mutuelle + Office National des Pensions.		

- ♦ Enfant en hébergement : si <18 ans : jugement, acte notarié, convention devant médiateur familial agréé attestant de garde alternée avec notion de nuitée (mentionnant le numéro national de l'enfant) si >18 ans : « idem < 18 ans » + attestation d' allocations familiales</p>
- Les pensions alimentaires pavées / percues pour les 3 derniers mois
- ** de tous les membres du ménage repris sur la composition de ménage, âgés de 18 ans et plus

Principe de calcul des priorités:

Des points (de 2 à 5) sont accordés à des situations sociales et/ou familiales précises. Le nombre total de points de priorité est obtenu par l'addition :

- des points de la priorité la plus élevée dans le tableau 1
- des points de la priorité la plus élevée dans le tableau 2
- d'un point par année d'ancienneté (avec un maximum de 6 points

VOIR VERSO

SP-CAN-001

PRIORITES		QUEL DOCUMENT	PAR QUI ?
	ées	à la situation vécue par le ménage en terme c	le logement
Le ménage locataire occupant un logement d'insertion ou de transit, dans les six derniers mois de sa location ou de son occupation	5	Copie du contrat de bail Attestation de l'organisme gestionnaire du logement	- Le locataire - L'organisme gestionnaire du logement
Le ménage occupant d'une caravane, d'un chalet ou d'un abri précaire, qu'il occupe à titre de résidence principale dans une zone définie par le plan ``Habitat permanent », s'il est visé par la phase 1 de ce plan	5	- Attestation	- Administration Communale
Le ménage qui est reconnu par le C.P.A.S. comme : - victime d'un événement calamiteux ; - sans-abri	5	- Attestation - Document complémentaire pour les évènements calamiteux : attestation de reconnaissance	- CPAS de la résidence habituelle et effective du candidat - Le Fonds des calamités
Le ménage locataire qui doit quitter un logement reconnu inhabitable ou surpeuplé, ou ayant faitl'objet d'un arrêté d'inhabitabilité, de surpeuplement ou d'expropriation	4	 Arrêté d'inhabitabilité Attestation d'inhabitabilité ou de surpeuplement. Arrêté d'expropriation 	- Uniquement le Bourgmestre habilité - Bourgmestres compétents ou DGO4 - Autorité qui demande l'expropriation (commune, région)
Le ménage locataire dont le bail est résilié par le bailleur en application de l'article 3, §§ 2 et 3, de la loi du 21 février 1991 modifiant et complétant les dispositions du Code civil relatives aux baux à loyer, modifiée par la loi du 1 ^{er} mars 1991.	4	- Contrat de bail et la lettre de renon pour occupation personnelle ou pour travaux	- Bailleur
Le ménage locataire qui doit quitter un logement situé dans un périmètre de rénovation urbaine communale déterminé réglementairement, pour lequel un compromis de vente a été signé au profit d'une personne morale de droit public	4	- Compromis de vente - Attestation Communale.	- Administration Communale
Le ménage occupant d'une caravane, d'un chalet ou d'un abri précaire, qu'il occupe à titre de résidence principale dans une zone non définie par le plan « Habitat permanent » ou dans une zone définie par le plan « Habitat permanent » s'il est visé par la phase 2 de ce plan	3	- Attestation	- Administration Communale
	rior	ités liées à la situation personnelle du ménag	<u>e</u>
La personne qui a quitté un logement suite à des violences intrafamiliales attestées dans des documents probants (procès-verbal, attestation de foyer ou attestation du CPAS)	5	- Attestation	- Centre d'hébergement reconnu - CPAS
Ménage dont les revenus imposables globalement et issus au moins en partie d'un travail , sont inférieurs à 34.200 euros augmenté de 2.500 euros par enfant à charge.	4	Revenus: - Dernières fiches de salaire ou contrat de travail ou document attestant d'une relation de travail. - Indépendants: attestation de paiement des cotisations sociales	- Employeur -Caisse de cotisations sociales
Le mineur mis en autonomie et encadré par un service d'aide à la jeunesse agréé par la Communauté française ou la Communauté germanophone en application de la réglementation en la matière., '	3	- Attestation de mise en autonomie	Le directeur de l'Aide à la jeunesse (Liste des centres d'accueil sur http://socialsante.wallonie.be)
Le ménage dont un membre est reconnu handicapé ou atteint d'une maladie dégénérative conduisant inévitablement à une déficience motrice attestée par un médecin spécialiste.	3	- Attestation récente (datée de l'année en cours) Soit une « reconnaissance à plus de 66 % », soit une « réduction de capacité de gain à 1/3 au moins », soit une réduction d'autonomie d'au moins 9 points » et mentionnant, pour les enfants < 21 ans, une réduction de minimum 4 points au pilier 1 - Attestation par un médecin spécialiste (maladie dégénérative entraînant des problèmes moteurs)	-SPF Sécurité sociale (0800/987 99) – www.handicap.fgov.be -Médecin spécialiste
Le ménage dont un membre ne peut plus exercer d'activité professionnelle à la suite d'une maladie professionnelle reconnue ou d'un accident de travail.	3	- Attestation	Fonds des maladies professionnelles Avenue de l'Astronomie, 1 B -1210 Bruxelles – Tél. 02 22 66 211 ou Fonds des accidents du travail, Rue du Trône, 100 - 1050 Bruxelles – Tél. +32 2 506 84 11 – Fax +32 2 506 84 15
Le ménage dont le seul membre au travail a perdu son emploi dans les douze derniers mois	3	Preuve de la perte d'emploi : - Salariés : C4 - Indépendants : attestation de cession d'activités	- Employeur - Guichet d'entreprise
Le ménage en état de précarité bénéficiant exclusivement d'une pension légale en application de la réglementation en la matière (personne seule avec revenus <13.700 \in et plusieurs personnes avec revenus cumulés < 18.700 \in majorés de 2.500 \in par enfant à charge).	3	- Fiche de pension	- Office national des Pensions (ONP) - SCDF-Pensions
Le bénéficiaire d'une pension de prisonnier de guerre et l'invalide de guerre	2	- Copie d'un brevet de pension	Bénéficiaire d'une pension civile : SPF Sécurité sociale Direction générale des Victimes de la Guerre 31,Square de l'aviation 1070 Bruxelles Tél. :02/528.91.00 Fax. :02/528.91.22 warvictims@minsoc.fed.be ou Bénéficiaire d'une pension militaire : (SdPSP) Service des Pensions du Secteur Public Place Victor Horta 40 bte30 à 1060 Bruxelles Belgique Tél. :02/558.60.00 Fax. :02/558.60.10 info@sdpsp.fgov.be
L'ancien prisonnier politique et ses ayants droit	2	- Attestation	Service Public Fédéral (SPF) Sécurité sociale Direction générale Victimes de la Guerre 31 Squure de l'aviation – 1070 Bruxelles Tél. :02/528.91.00 Fax. :02/528.91.22 warvictims@minsoc.fed.be Le Service des indemnités de l'INAMI Avenue de
L'ancien ouvrier mineur	2	- Attestation	Tervueren 211 – 1150 Bruxelles Tél. :02/739.76.41 communication@inami.fgov.be